



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté
Portant autorisation environnementale
Société SERMIX

sur la commune de LOUDEAC

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** L'arrêté du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ; garanties financières ;

- Vu** l'arrêté du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et des déchets ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 2 juillet 2015, portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine ;
- Vu** l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 encadrant la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département des Côtes d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW ;
- Vu** l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2007 portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement exploitée par l'union des coopératives agricoles – UNION InVIVO sur le site implanté dans la zone industrielle de Calouët à Loudéac ;
- Vu** le courrier et le cerfa de déclaration de changement d'exploitant, datés du 29 avril 2019, rédigés par la société SERMIX à l'attention du préfet des Côtes d'Armor, l'informant de la séparation administrative des activités exercées sur le site de la zone de Calouët, Loudéac, et de l'exploitation de l'usine de production d'aliment pour animaux par l'entreprise SERMIX depuis le 15 avril 2016 ;
- Vu** la demande du 16 décembre 2022, présentée par la société SERMIX dont le siège social est situé au lieu-dit Talhouet, 56250 Saint-Nolf, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication d'aliments pour animaux, située au 16 rue Calouët, 22600 Loudéac, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

- Vu** la lettre du 28 avril 2023 notifiant à l'exploitant la prolongation de la durée d'instruction de son dossier d'autorisation environnementale ;
- Vu** la demande de compléments ayant été transmis à l'exploitant par courrier du 6 octobre 2023 par la préfecture des Côtes d'Armor ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 15 novembre 2024 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire par mails des 9 septembre 2025, 15, 16 et 20 octobre 2025 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis favorable de l'Agence Régionale Sanitaire en date 15 février 2023 ;
- Vu** l'avis tacite de l'Autorité Environnementale en date du 6 février 2025 ;
- Vu** la décision n° E25000093/35 en date du 28 avril 2025 du président du tribunal administratif de Rennes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours, **du 16 juin au 18 juillet 2025** inclus, sur le territoire de la commune de **Loudéac** ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** les publications de cet avis dans les journaux locaux « Ouest France Côtes d'Armor » et « Le Télégramme Côtes d'Armor » en date des 27 mai et 16 juin 2025 ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur les sites internet de la commune de Loudéac, et celui de la préfecture ;
- Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 1^{er} août 2025 ;
- Vu** l'absence d'avis émis par le conseil municipal de la commune de Loudéac et le conseil communautaire de la communauté de commune de Loudéac suite aux délibérations des 24 et 26 juin 2025 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2025 portant prorogation du délai de statuer sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société SERMIX pour le projet de modernisation et d'agrandissement du site de Loudéac ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 12 novembre 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** l'avis favorable en date du 4 décembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 4 décembre 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** Le mail de l'exploitant en date du 17 décembre 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que les entreprises SERMIX et UNION InVivo constituaient une seule entreprise

jusqu'au 29/06/2018 ;

- Considérant** le courrier du 28 mars 2025 dans lequel l'exploitant informe l'inspection des installations classées du transfert des activités gérées par Union InVivo sur le site de Loudéac à sa filiale « Fertiline SAS » ;
- Considérant** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la sensibilité des cours d'eau recueillant les eaux pluviales de l'entreprise ;
- Considérant** les capacités du système de collecte et traitement de Loudéac Communauté, et en particulier de la station d'épuration de Calouët ;
- Considérant** les mesures proposées par l'exploitant pour réduire les effets d'un incendie, notamment en termes de mesures constructives au niveau du bâtiment accueillant les matières premières et l'organisation des différents stockages ;
- Considérant** les observations du SDIS22 formulées à l'issue de la visite de site réalisée le 14 mars 2024 ;
- Considérant** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence de l'entreprise FERTILINE à proximité immédiate des installations exploitées par l'entreprise SERMIX ;
- Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été pris conscience qu'il devrait améliorer la qualité des rejets du sécheur SHUGGI et qu'il serait nécessaire de réaliser des modifications à l'installation en place afin de respecter les valeurs limites d'émission de poussières dans l'environnement ;
- Considérant** Que l'inspection des installations classées accorde au demandeur un délai de 18 mois pour réaliser les travaux nécessaires à l'amélioration de la qualité des rejets de poussières du sécheur SHUGGI ;
- Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- Considérant** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;
- Considérant** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;
- Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'entreprise SERMIX, SIRET n° 80207300700030, dont le siège social est situé au lieu-dit Talhouet, 56250 Saint-Nolf, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Loudéac, au 16 rue de Calouët (coordonnées Lambert 93 : X=272026 et Y=6800279), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Le site visé pour le développement du projet est localisé sur la commune de Loudéac (22), au sein du parc d'activités du Dr. Etienne (références cartographiques dans le référentiel Lambert 93 : X=272026 ; Y=6800279).

L'emprise cadastrale s'étend sur les parcelles listées ci-dessous, pour une emprise totale de 36 556 m² :

Commune	Section	Numéro	Surface (m²)
Loudéac	AS	559	24933
		150	7647
		151	3976

1.1.3 INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.1.4 MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les articles de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2007 susvisé ne s'appliquent plus à l'entreprise SERMIX et sont remplacés par les articles du présent arrêté.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
4001	Installation présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle du cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionné au II de l'article R. 511-11		-	Autorisation Seuil haut
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité susceptible d'être présente dans l'établissement étant 1. supérieure ou égale à 100 t	Stockages de matières premières et produits finis	300 t	Autorisation seuil haut
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant 1. supérieure ou égale à 200 t	Stockages de matières premières et produits finis	500 t	Autorisation seuil haut
2260-1-a	Broyage, concassage, criblage, déchetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels [...] 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a. supérieure à 500 kW	Usine de fabrication	600 kW	Enregistrement
Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2515-1-a	1.Installation de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierre, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a. supérieure à 200 kW	Usine de fabrication	1437 kW (prémix)	Enregistrement
1510-2-c	Entrepôt couvert (installation pourvue d'une	•tour prémix : 14 000 m ³	108 000 m ³	Enregistrement

	toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 t) [...] 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c. supérieure ou égale à 50 000 m ³ mais inférieure à 900 000 m ³	•tour minéraux : 8000 m ³ expéditions vrac : 3500 m ³ •partie usine : 43 700 m ³ •magasin stockage de produits finis : 20 000 m ³ •stockage des matières premières et auvent : 18500 m ³		
2910-A-2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est de : 2. supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	sécheur SHUGGI : 2,4 MW	2,4 MW	Déclaration avec contrôle périodique

1.2.2 RÉGLEMENTATION SEVESO

L'établissement relève du statut « seuil **haut** » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil haut par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les rubriques ICPE n° 4510 et 4511.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En particulier, le site SERMIX implanté sur la commune de Loudéac comprend :

- des silos de stockage de matières premières en vrac ;
- un bâtiment de production abritant :
 - deux tours de fabrication et installations associées (zones de chargement et de déchargement, ...) ;
 - une tour de microdosage des prémix et des minéraux (tour KSE) ;
 - une partie usine (granulation, séchage et conditionnement des aliments) ;
 - une zone de stockage des huiles et mélasses ;
 - des zones de stockage de produits finis en sac et en vrac ;
 - des bureaux administratifs et locaux sociaux ;
 - des locaux techniques (chaufferie, TGBT et transformateur) ;
- un bâtiment abritant les stockages de matières premières et d'emballage ainsi qu'un atelier d'entretien pour la maintenance. Ce bâtiment est prolongé par un auvent sous lequel sont stockées des palettes en bois ;
- un bâtiment comprenant une salle de réunion ;

- deux hangars ouverts, utilisés pour réaliser la charge des engins de manutention ;
- un bassin étanche, équipé d'une vanne dont le fonctionnement est asservi au dispositif de détection incendie, servant, d'une part, au tamponnement des eaux pluviales et, d'autre part, à la rétention des eaux d'extinction ;
- des zones extérieures partagées avec l'entreprise voisine FERTILINE, regroupant un parking destiné aux véhicules légers et des voies de circulation pour poids-lourds ;
- deux habitations.

1.4 CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

En cas de cessation d'activité, l'exploitant remettra le site en état afin de permettre un usage à vocation industrielle.

En particulier, l'exploitant se conformera aux exigences des articles R. 512-75-1 et R. 512-39-1 du code de l'environnement. Il veillera notamment à placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteintes mentionnés à l'article L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement

1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et, notamment, pour le stockage de produits présentant une toxicité pour l'environnement aquatique, relevant des rubriques ICPE n° 4510 (300 tonnes) et 4511 (500 tonnes).

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à **3 116 004 € TTC** pour **un indice TP 01 égal à 129,8 en août 2024**.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant de la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, et la valeur datée du dernier indice public TP 01.

L'exploitant informe le préfet dès qu'il a connaissance de tout changement de garant, de tout changement de forme de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution de celles-ci.

1.5.3 RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du

document prévu à l'article 1.3.3 du présent arrêté.

L'exploitant adresse alors au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

1.5.4 APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Conformément à l'article R. 516-3 du code de l'environnement, le préfet peut faire appel et mettre en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

1.5.5 LEVÉE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Lorsque le site a été remis totalement ou partiellement en état ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation.

La décision du préfet n'intervient qu'après consultation du maire de la commune de Loudéac.

Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.

1.6 IMPLANTATION

Les différentes installations présentes dans l'établissement SERMIX sont implantées conformément aux règles qui leur sont applicables.

En particulier, elles respectent les distances vis-à-vis des limites du site décrites dans les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

1.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration, non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement, non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ

L'exploitant dispose de consignes et de procédures permettant de décrire les actions devant être réalisées en situation de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de chacune des installations.

2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

2.1.1 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité de la production	Combustible	Caractéristiques du suivi des effluents rejetés
Dépoussiéreur fosse de réception des céréales	Fosse de réception gravitaire	25 tonnes/h	-	Suivi poussières
Aspiration dosage anticox	Dosage des anticoccidiens	5 tonnes/h	-	Suivi poussières

Aspiration dosage Prémix	Dosage Tour Premix	5 tonnes/h	-	Suivi poussières
Surpresseur robushi	Surpresseur de la tour Prémix	10 tonnes/h	-	Suivi poussières
Broyeur	Raccordé à la ligne « minéral »	10 tonnes/h	-	Suivi poussières
Dépoussiéreur tour chargement FAF vrac	Dosage des produits FAF vrac	5 tonnes/h	-	Suivi poussières
Filtre à manche Presse minérale	Refroidisseur sortie de la presse à granulés	4,5 tonnes/h	-	Suivi poussières
Sécheur Shuggi	Séchage de semoulette à l'aide d'air chauffé au gaz naturel	8 tonnes/h	-	Suivi poussières, COVNM, NOx
Dépoussiéreur ensacheuse CETEC	Ensacheuse CETEC de Prémix	6 tonnes/h	-	Suivi poussières
Dépoussiéreur Big Bag tout venant	Conditionnement de big bag de Prémix	8 tonnes/h	-	Suivi poussières

2.1.2 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur	Dimensions	Débit nominal	Vitesse mini d'éjection
Dépoussiéreur fosse de réception des céréales	8 m	diamètre de 0,44 m	9400 Nm ³ /h	8 m/s
Aspiration dosage anticox	2 m	0,35 m * 0,25 m	1450 Nm ³ /h	5 m/s
Aspiration dosage Prémix	12 m	diamètre de 0,4 m	2900 Nm ³ /h	5 m/s
Surpresseur robushi	6 m	diamètre de 0,1 m	700 Nm ³ /h	5 m/s
Broyeur	17 m	diamètre de 0,5 m	5640 Nm ³ /h	8 m/s
Dépoussiéreur tour chargement FAF vrac	24 m	diamètre de 0,3 m	1350 Nm ³ /h	5 m/s
Filtre à manche Presse minérale	17 m	diamètre de 0,5 m	6000 Nm ³ /h	8 m/s
Sécheur Shuggi	17 m	diamètre de 1,5 m	65000 Nm ³ /h	8 m/s
Dépoussiéreur ensacheuse CETEC	4 m	diamètre de 0,35 m	1470 Nm ³ /h	5 m/s
Dépoussiéreur Big Bag tout venant	7 m	diamètre de 0,25 m	760 Nm ³ /h	5 m/s

2.2 LIMITATION DES REJETS

2.2.1 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

2.2.1.2 Poussières

a. Valeurs limites :

L'exploitant contrôle la qualité de ses rejets en poussières au niveau des points de rejets listés ci-dessous en respectant les valeurs limites d'émission indiquées qui tiennent compte des années de mise en service des équipements.

N° de conduit	Installations raccordées	VLE poussières concentration sur gaz sec mg/Nm ³	Flux horaire poussières
Dépoussiéreur fosse de réception des céréales	Fosse de réception gravitaire	30 mg/Nm ³	0,282 kg/h
Aspiration dosage anticox	Dosage des anticoccidiens	30 mg/Nm ³	0,044 kg/h
Aspiration dosage Prémix	Dosage Tour Premix	30 mg/Nm ³	0,087 kg/h
Surpresseur robushi	Surpresseur de la tour Premix	30 mg/Nm ³	0,021 kg/h
Broyeur	Raccordé à la ligne « minéral »	30 mg/Nm ³	0,169 kg/h
Dépoussiéreur tour chargement FAF vrac	Dosage des produits FAF vrac	30 mg/Nm ³	0,041 kg/h
Filtre à manche Presse minérale	Refroidisseur sortie de la presse à granulés	40 mg/Nm ³	0,24 kg/h
Sécheur Shuggi	Séchage de semoulette	50 mg/Nm ³ Voir conditions d'application au § b de l'article 2.2.1.2 Poussière du présent arrêté	3,250 kg/h
Dépoussiéreur ensacheuse CETEC	Ensacheuse CETEC de Prémix	30 mg/Nm ³	0,044 kg/h
Dépoussiéreur Big Bag tout venant	Conditionnement de big bag de Prémix	30 mg/Nm ³	0,023 kg/h

b. Conditions d'application de la VLE poussière au sécheur Shuggi :

L'exploitant réalise dans un délai de 18 mois à compter de la réception du présent arrêté les travaux et/ou modifications nécessaires à la mise en conformité des effluents gazeux émis par le sécheur

Shuggi.

Les documents relatifs à la réalisation de ces travaux seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (planning, fiches techniques, factures, ...).

Dans la période transitoire, l'exploitant est autorisé à rejeter par l'émissaire du Shuggi jusqu'à 150 mg/Nm^3 de poussières, conformément à ce qui est autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2007 susvisé.

2.2.1.3 Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)

Le SHUGGI étant un générateur à chaleur directe, l'exploitant contrôle ses rejets en composés organiques volatils non méthaniques (COVNM).

N° de conduit	Installations raccordées	VLE COVNM	Flux horaire COVNM
Dépoussiéreur Shuggi	Séchage de semoulette	150 mg/Nm^3 (exprimé en carbone total) si le flux massique horaire est supérieur à 2 kg/h	9,75 kg/h

2.2.1.4 Oxydes d'azote (NOx)

Le SHUGGI étant un générateur à chaleur directe, l'exploitant contrôle ses rejets en oxydes d'azote (NOx) en respectant la valeur limite.

N° de conduit	Installations raccordées	VLE NOx	Flux horaire NOx
Dépoussiéreur Shuggi	Séchage de semoulette	400 mg/Nm^3	26 kg/h

2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

2.3.1 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

Au minimum une fois par an, l'exploitant fait contrôler la qualité des émissions gazeuses rejetées par chacun de ses points de rejets atmosphériques.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les prélèvements et les analyses des émissions dans l'air sont réalisées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Celui-ci applique les méthodes de référence ayant été fixées dans un avis publié au Journal officiel ou, le cas échéant, décrites dans les normes réglementaires en vigueur.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

3.1.1 ORIGINE ET RÉGLEMENTATION DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	Loudéac Communauté Bretagne Centre	4410

3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

3.2.1 POINTS DE REJET DES EFFLUENTS AQUEUX

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées (sanitaires et condensats de chaudières) ;
- eaux pluviales de toiture et de voiries.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Référence	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 271937 Y : 6800372	Eaux pluviales (EP) de toiture et de voiries provenant de SERMIX mélangées aux eaux pluviales provenant de FERTILINE	Eaux pluviales dirigées vers le réseau public de collecte des eaux pluviales	Réseau public de collecte des eaux pluviales	Autorisation, convention de rejets
Pt N°2	X : 271996 Y : 6800253	Eaux usées (EU) (sanitaires et condensats de chaudières) des entreprises SERMIX et FERTILINE	STEP Calouët	STEP Calouët Code Sandre : 0422136R0002	Autorisation convention de rejets eaux usées

3.2.2 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les ouvrages de rejet des eaux pluviales et usées sont équipés de dispositifs permettant de réaliser des prélèvements représentatifs de l'activité de l'exploitant, situés en aval des dispositifs de pré-traitement éventuellement installés sur les réseaux.

En particulier, le point de prélèvement positionné sur le réseau des eaux pluviales est situé en aval du séparateur à hydrocarbures et le point de prélèvement des eaux usées est situé au niveau du regard d'assainissement situé sur le domaine public le plus proche de l'entreprise.

3.2.3 AUTORISATION ET CONVENTIONS DE REJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les autorisations et conventions de rejet ayant été signées avec les gestionnaires de réseau des eaux usées et des eaux pluviales.

3.2.4 PLANS DES RÉSEAUX

L'exploitant dispose d'un schéma de tous les réseaux d'eaux.

Ce document est daté et est régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable du réseau.

Il indique notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, disconnecteurs, bassin de collecte, séparateur à hydrocarbures, ...),
- le positionnement des points de rejet dans les réseaux communaux,
- le positionnement des points de prélèvement permettant de réaliser les prélèvements nécessaires au contrôle de la qualité des effluents.

Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

3.2.5 BASSIN DE RÉCUPÉRATION DES EAUX PLUVIALES ET SÉPARATEUR À HYDROCARBURES

L'exploitant dispose d'un bassin étanche de 1500 m³ qui permet de récupérer l'ensemble des effluents liquides qui s'écoulent sur les surfaces imperméabilisées de son site, notamment les eaux pluviales.

Ce bassin est équipé d'une vanne positionnée en aval de cet équipement, autorisant, en position ouverte, un débit de fuite de 70 m³/h.

Cette vanne peut être actionnée soit manuellement, soit de façon automatique.

Avant leur rejet dans le réseau des eaux pluviales de Loudéac, les effluents aqueux sont récupérés dans le bassin de confinement, puis sont traités par un séparateur à hydrocarbures.

3.2.6 ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS DÉDIÉS À LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Dans la mesure où les eaux pluviales ruisselant sur les emprises occupées par SERMIX et FERTILINE aboutissent dans un même bassin de récupération, l'exploitant dispose d'une convention signée avec l'entreprise FERTILINE qui définit les modalités d'entretien, de maintenance, de surveillance, de contrôle et de gestion des équipements utilisés pour la gestion de ces effluents (réseaux, bassin de récupération et séparateur à hydrocarbures).

Celle-ci prévoit, notamment :

- une visite d'inspection des ouvrages après tout événement pluvieux important et deux fois par

an ;

- un curage de l'ouvrage de tamponnement des eaux pluviales après contrôle visuel attestant du besoin d'entretien ;
- un curage du séparateur à hydrocarbures au minimum une fois par an ;
- la tenue d'un cahier d'entretien dans lequel sont tracées les opérations d'entretien ainsi que les observations formulées, les quantités et la destination des produits évacués.

La convention ainsi que le cahier d'entretien et les justificatifs d'entretien sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3 LIMITATION DES REJETS

3.3.1 CARACTÉRISTIQUES DES EAUX PLUVIALES REJETÉES DANS LE RÉSEAU COMMUNAL

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n° 1

- Température maximale : **inférieure à 30 °C**
- pH : **compris entre 5,5 et 8,5**
- Débit maximum horaire : **70 m³/h**

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier
MES	1305	35 mg/l	Inférieur ou égal à 15 kg/j
DBO ₅	1313	100 mg/l	Inférieur ou égal à 15 kg/j
DCO	1314	125 mg/l	Inférieur ou égal à 50 kg/j
Azote global	1551	30 mg/l	Inférieur ou égal à 50 kg/j
Phosphore total	1350	10 mg/l	Inférieur ou égal à 15 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	Quel que soit le flux
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1 mg/l	Si le flux dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l	Si le flux dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,1 mg/l	Si le flux dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l	Si le flux dépasse 20 g/j
Manganèse et ses composés (en Mn)	1394	1 mg/l	Quel que soit le flux
PFAS si nécessaire	A adapter en cas de situation accidentelle *		

Les analyses seront réalisées sur un échantillon prélevé au niveau du point de raccordement au réseau pluvial, sur une durée de 24 heures, de façon proportionnelle au débit. Cet échantillon est conservé à basse température (entre -3 et 5 °C) avant analyse.

* : Dans le cas où les eaux pluviales seraient souillées par des eaux d'extinction, l'exploitant analyse les concentrations en PFAS entrant dans la composition des produits ayant été utilisés pour l'extinction avant leur rejet dans le réseau des eaux pluviales de Loudéac, comme indiqué à l'article 3.4.2 de cet

arrêté.

3.3.2 CARACTÉRISTIQUES DES EAUX USÉES TRAITÉES EN STATION D'ÉPURATION (DOMESTIQUES ET NON DOMESTIQUES)

Point de rejet référencé n° 2

- Température maximale : *inférieure à 30 °C*
- pH : *compris entre 5,5 et 8,5*
- Volume journalier maximum : *15 m³/j*
- Débit de pointe maximal : *10 m³/h*

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier
MES	1305	300 mg/l	4,5 kg/j
DBO5	1313	400 mg/l	6 kg/j
DCO	1314	1200 mg/l	18 kg/j
Azote global	1551	150 mg/l	2,25 kg/j
Phosphore total	1350	50 mg/l	0,75 kg/j
Substances Extractibles à l'Hexane (SEH)	7464	250 mg/l	3,75 kg/j
Chlorures	1337	Inférieur à 500 mg/l	7,5 kg/j

Les analyses seront réalisées sur un échantillon 24 heures, proportionnel au débit, conservé à basse température (entre -3 et 5 °C) et prélevé sur le point de raccordement au réseau des eaux usées.

3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

3.4.1 CONTRÔLE DES REIETS AQUEUX

L'exploitant fait contrôler la qualité de ses rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées au minimum une fois par an par un organisme ou un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou un laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou tout autre organisme reconnu.

L'échantillonnage des eaux pluviales se fait par temps de pluie.

Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4.2 CONTRÔLE DES EFFLUENTS AQUEUX POTENTIELLEMENT POLLUÉS

Avant toute élimination, l'exploitant vérifie la qualité des effluents aqueux recueillis suite à l'apparition d'une situation accidentelle (épandage accidentel, eaux d'extinction, ...).

Seuls ceux qui respectent les valeurs limites prescrites à l'article 3.3.1 du présent arrêté peuvent être rejetés dans le réseau des eaux pluviales.

Dans le cas contraire, l'exploitant doit les traiter en tant que déchet dans une filière agréée.

Dans le cas particulier des eaux d'extinction, l'exploitant vérifie l'absence de PFAS avant tout rejet dans le réseau des eaux pluviales.

3.5 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE

En période de sécheresse dans le département des Côtes d'Armor, l'exploitant limitera sa consommation en eau en appliquant les restrictions prescrites par les arrêtés du 30 juin 2023 et du 28 juillet 2023 (ou tout autre arrêté l'ayant remplacé) susvisés.

4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les mesures des émissions sonores et l'évaluation de l'émergence dans les zones réglementées sont réalisées conformément à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

4.1.1 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période intermédiaire : jours ouvrables de 6h à 7h et de 20 h à 22 h	Période de nuit : de 22h à 6h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	65 dB(A)	60 dB(A)	55 dB(A)

4.1.2 EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanche et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.3 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Pour chacun des points définis à l'annexe 1, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence, réalisée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée minimale de 30 minutes, est effectuée à l'issue des travaux de modernisation de l'établissement SERMIX, dans un délai maximum de 3 mois suivant la notification de cet arrêté.

La surveillance des niveaux et émergences sonores de l'établissement SERMIX sera ensuite réalisée de façon annuelle.

Si, à l'issue de deux campagnes successives, les résultats des mesures sont conformes, la fréquence du suivi sera trisannuelle.

En cas de dépassement d'une valeur, que ce soit sur le niveau sonore ou sur l'émergence, la fréquence des mesures redeviendra annuelle.

L'exploitant tient à la disposition des installations classées le résultat du contrôle de ses émissions sonores.

5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Le positionnement des différentes zones présentées dans cet article est présenté en annexe 2 du présent arrêté.

5.1.1 BÂTIMENT DE STOCKAGE DES MATIÈRES PREMIÈRES

En complément des prescriptions détaillées à l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, applicable aux installations soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique ICPE n° 1510, le bâtiment de stockage des matières premières répond aux dispositions constructives suivantes :

- les murs des façades Est, Sud, Ouest et Nord-Ouest sont REI 120 ;
- la porte extérieure située entre le stockage de matières premières et le stockage de palettes est CF 1 h ;
- les volets de quais sont EI 60 ;
- l'atelier maintenance est séparé de la zone de stockage par un mur REI 120.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 LOCAUX DE CHARGES DES ENGINS DE MANUTENTION

Les locaux utilisés pour la charge des engins de manutention sont dédiés à cette activité et ne contiennent pas de matériaux combustibles ou inflammables.

5.1.3 ORGANISATION DES STOCKAGES

5.1.3.1 Stockage de produits liquides :

L'exploitant ne stocke pas plus de 15 tonnes de produits liquides, conditionnés en GRV ou bidons, dans le bâtiment de production et stockage des produits finis.

5.1.3.2 Stockages dans le magasin des matières premières :

L'exploitant veille à ce que le stockage des matières premières soit réalisé conformément aux hypothèses ayant servi à établir la cartographie des effets thermiques en cas d'incendie du bâtiment. En particulier, le stockage en rack a une hauteur qui n'excède pas 9,5 m.

5.1.3.3 Stockages dans le magasin des produits finis :

L'exploitant veille à ce que le stockage des produits finis soit réalisé conformément aux hypothèses

ayant servi à établir la cartographie des effets thermiques en cas d'incendie du bâtiment.

En particulier, les points suivants seront respectés :

- la zone 1 du magasin de stockage des produits finis ne comporte pas plus de 4 îlots de 16,5 m * 2,5 m ; la hauteur des stockages sur cette zone n'excède pas 3 m ;
- la zone 2 du magasin de stockage des produits finis ne comporte pas plus de 2 îlots de 29 m * 8 m ; la hauteur des stockages sur cette zone n'excède pas 3 m ;
- le stockage en rack, situé dans la zone 3 du magasin des produits finis, a une hauteur qui n'excède pas 6,5 m.

5.1.3.4 Stockage de palettes en bois :

L'exploitant veille à ce que le stockage de palettes en bois soit réalisé conformément aux hypothèses ayant servi à établir la cartographie des effets thermiques de ce stockage.

En particulier, les palettes en bois sont stockées sur une surface maximale de 3 m * 23 m et sur une hauteur maximale de 4 m.

5.1.3.5 Stockage de bouteilles de gaz :

L'exploitant veille à ce que les bouteilles de gaz soient stockées à une distance minimale de 30 m du stockage de palettes en bois.

5.1.4 DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le bassin de rétention des eaux pluviales de 1500 m³, décrit à l'article 3.2.5 du présent arrêté, est étanche et est équipée d'une vanne, positionnée en aval, qui est asservie à la détection incendie automatique de l'entreprise SERMIX.

En cas de besoin, cette vanne peut également être actionnée de façon manuelle.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout élément attestant de l'entretien et du bon fonctionnement de ces équipements.

5.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

5.2.1 CARACTÉRISTIQUES DES MATIÈRES PREMIÈRES ET PRODUITS FINIS

Les palettes de matières premières et produits finis présents dans l'établissement SERMIX ont des caractéristiques comparables à celle de la palette « Prémix » ayant servi à modéliser les effets d'un incendie (chaleur de combustion égale à 1,7 Mj/kg, durée de combustion de 27 minutes et puissance émise égale à 1000 kW).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les études permettant de démontrer le respect de cette prescription.

5.2.2 FORMATIONS

Les personnels de l'entreprise SERMIX sont formés :

- aux risques liés aux produits présents sur site et aux activités exercées ;
- aux actions devant être réalisées en cas de situation accidentelle, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'opération interne (POI) de l'entreprise.

De plus, compte tenu de la proximité physique des entreprises SERMIX et FERTILINE, une convention est signée entre les deux sociétés.

Celle-ci prévoit, notamment :

- une présentation commune des risques industriels liés aux activités des deux entreprises ;
- une présentation des règles applicables en matière d'accès aux bâtiments, de manipulation des produits ou de gestion de visiteurs ;
- une formation spécifique des employés de l'entreprise FERTILINE concernant la procédure d'évacuation mise en œuvre en cas d'accident chez SERMIX.

5.2.3 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES ET BARRIÈRES DE SÉCURITÉ

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques présentées dans l'étude de dangers en vigueur, notamment celles prescrites à l'annexe 4 « Informations sensibles » du présent arrêté.

5.2.4 RECENSEMENT DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Conformément à l'article R. 515.86 du code de l'environnement, l'exploitant actualise tous les 4 ans le recensement des substances dangereuses présentes dans son établissement et l'adresse au Préfet en mettant en copie l'inspection des installations classées.

Ce recensement est également mis à jour autant que nécessaire, notamment suite à une évolution des installations exploitées.

5.2.5 POLITIQUE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS

L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs.

Celle-ci permet d'assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle décrit les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.

Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est mis réexaminé à minima tous les 5 ans. Si nécessaire, l'exploitant met à jour sa politique de prévention des accidents majeurs.

5.2.6 SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité qui répond aux exigences décrites dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour :

- avant la mise en service d'une installation relevant du régime SEVESO seuil haut ;

- avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;
- à la suite d'un accident majeur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents justifiant de la mise en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité.

5.2.7 RÉVISION QUINQUENNALE DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et, si nécessaire, d'une révision. Le réexamen est réalisé sous forme d'une notice conformément à ce qui est préconisé par l'avis du 8 février 2017 susvisé.

L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée :

1. dans un délai raisonnable avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;
2. dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement ;
3. A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des "quasi-accidents", ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers.

5.2.8 CARTOGRAPHIE DES ZONES D'EFFETS

L'exploitant dispose des cartographies des phénomènes dangereux ayant été étudiés dans l'étude de dangers sous forme de documents électroniques géoréférencés, conformes à l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.

En particulier, les cartographies présentent les zones d'effet agrégées par intensité en distinguant :

- les effets de surpression de classe de probabilité A, B, C et D ;
- les effets de surpression de classe de probabilité de classe E ;
- les effets toxiques de classe de probabilité A, B, C et D ;
- les effets toxiques de classe de probabilité de classe E ;
- les effets thermiques de probabilité A, B, C et D ;
- les effets thermiques de classe de probabilité de classe E ;

5.2.9 SURVEILLANCE DU SITE

En compléments des prescriptions décrites dans les arrêtés ministériels encadrant certaines des activités exercées par l'entreprise SERMIX, l'exploitant veille à mettre en place les dispositifs de surveillance décrites à l'annexe 5 « Informations sensibles » du présent arrêté.

5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

5.3.1 CONSIGNES ET PROCÉDURES

Outre les consignes et procédures encadrant l'exploitation de ses installations en situation normale et en fonctionnement dégradé (pannes ou travaux, ...), l'exploitant dispose de consignes et de procédures détaillant :

- la réalisation d'une levée de doute, y compris si l'alerte apparaît en période d'inactivité ;
- les actions devant être réalisées et moyens devant être utilisés par le personnel de l'entreprise en cas de situation accidentelle (arrêt d'urgence, gestion des fuites et/ou pollution, alertes, évacuation, intervention, numéros d'alerte, ...).

En particulier, l'exploitant dispose de consignes décrivant l'entretien et la mise en fonctionnement de la vanne permettant d'isoler le site en cas de pollution accidentelle.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.3.2 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :
 - l'exploitant dispose *a minima* de moyens permettant de délivrer 480 m³/h pendant 2 h (soit un total de 960 m³) ;
 - en particulier, l'exploitant s'assure que les poteaux incendie n° 130, 131, 132, 133 (installés sur son réseau privé) et n° 025 (installé sur le réseau public) sont équipés des dispositifs permettant la mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie et qu'ils sont capables de délivrer un débit cumulé de 180 m³/h lorsque plusieurs d'entre eux sont ouverts en simultané.

L'exploitant contrôle le débit et la pression de ces poteaux incendie au moins 1 fois par an, de façon individuelle et en simultané.

Le positionnement des poteaux incendie est présenté en annexe 3 du présent arrêté.

- l'exploitant dispose également de bâches d'eau complémentaires permettant de délivrer 600 m³ d'eau, équipées, chacune, de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur et d'une aire d'aspiration permettant l'accès des engins du service de secours.

L'exploitant est en mesure de justifier que ces bâches d'eau sont positionnées en dehors des flux thermiques susceptibles d'être dégagés en cas d'incendie sur l'installation la plus proche.

L'exploitant vérifie que leur organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services de secours.

Chacune des bâches d'eau fera l'objet d'une réception par le SDIS22 dont le procès-

verbal sera transmis à l'inspection des installations classées ;

- l'accès extérieur des bâtiments contenant les installations classées sont à moins de 100 m d'un point d'eau et chacun des points d'eau est situé à une distance maximale de 150 m d'un autre point d'eau (distance mesurée par des voies praticable par les engins des service de secours) ;

L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Par ailleurs, que ce soit dans les locaux de production, de stockage ou considérés comme « à risques », les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement ;
- des robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents ;

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie sont utilisables en période de gel.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Les document justifiant du respect des obligations décrites précédemment sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.3.3 DÉTECTION INCENDIE

Les locaux considérés comme « à risques », sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie.

La détection automatique est également obligatoire dans les locaux techniques et les bureaux situés à proximité des stockages de matières combustibles relevant de la rubrique ICPE n° 1510.

Le système de détection automatique est contrôlé régulièrement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier :

- la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection automatique d'incendie ;
- la réalisation des contrôles périodiques réglementaires ;
- le suivi des actions ayant été réalisées pour corriger toute anomalie sur ce dispositif.

5.3.4 EXTINCTION AUTOMATIQUE

Les TGBT sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique.

5.3.5 INFORMATIONS DES SECOURS

L'exploitant rassemble en un même lieu les informations nécessaires pour permettre l'intervention des secours.

En particulier, les documents suivants sont disponibles :

- plan du site,
- liste des numéros utiles,
- clés,
- état des stocks de produits dangereux, combustibles ou inflammables
- accès aux fiche de données de sécurité des produits,
- plan d'opération interne.

L'emplacement de ces informations est déterminé avec le service de secours.

5.3.6 PLAN D'OPÉRATION INTERNE

L'exploitant dispose d'un plan d'organisation interne (POI) qui répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

De plus, compte tenu de la proximité des l'entreprises SERMIX et FERTILINE, le POI de l'exploitant indique explicitement les actions devant être réalisées par les personnels de FERTILINE en cas de déclenchement du POI par SERMIX.

Ce document contient également les éléments attendus dans le plan de défense incendie exigé à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

En particulier, il présente les informations nécessaires pour gérer le scénario d'incendie le plus défavorable d'une unique cellule de stockages de matières combustibles, soumise à la rubrique ICPE n° 1510, notamment :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans des réseaux et de leurs ouvrages (bassin, vannes, séparateur à hydrocarbures, ...) ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en

œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule de stockage ;

- les consignes précises pour l'accès des secours avec les procédures pour accéder en tout lieux ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, si l'exploitant décide d'en installer un, ainsi que les éléments justifiant le choix technique, le dimensionnement et la conformité de ce système ; ces informations sont également complétées par des consignes spécifiques décrivant les moyens envisagés pour agir en cas de défaillance de ce système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus dans les locaux techniques présentant un risque d'incendie ;
- la localisation des interrupteurs centraux permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de la cellule ;
- les dispositions à prendre dans l'éventualité où l'exploitant installe des panneaux photovoltaïques au niveau de ses installations.

L'exploitant réalise *a minima* un exercice POI par an.

Le compte-rendu de cet exercice est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.3.7 PROTECTION DES POPULATIONS

5.3.7.1 Alerte :

L'exploitant met en place des dispositions en vue d'alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.

5.3.7.2 Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur :

En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquette d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par les effets d'un accident majeur provenant de l'usine SERMIX.

Ce document contient notamment les informations suivantes :

- le nom de l'exploitant et l'adresse du site ;
- l'identification, par sa fonction, de la personne chargée au sein de l'entreprise de fournir les informations en situation accidentelle ;
- une présentation simple de l'activité réalisée sur le site SERMIX et des substances et préparations pouvant être à l'origine d'un risque d'accident majeur ;
- la description des accidents susceptibles d'entraîner des accidents majeurs, y compris les effets potentiels sur les personnes et sur l'environnement ;
- l'alerte des populations et la circulation des informations en cas d'accident majeur ;
- les comportements à adopter en cas d'accident majeur ;
- une référence aux plans d'urgence mis en œuvre en cas d'accident majeur.

Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable.

Le choix du dispositif d'alerte PPI et le contenu de la plaquette d'information sont validés respectivement par le service de secours et par la préfecture.

6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- il limite à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- il trie, recycle et valorise ses sous-produits de fabrication ;
- il s'assure du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- il vérifie que, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, les conditions de stockage n'entraîne pas de risques pour les populations avoisinantes ou de pollution pour l'environnement (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs).

En particulier, l'exploitant stocke :

- les rebuts de productions dangereux et non dangereux sur une zone dédiée, positionnée en intérieur, au niveau du stockage des produits finis ;
- les déchets non dangereux et dangereux (papier, carton, plastiques, bidons souillés ou non, ferrailles, ...) dans des bennes placées en extérieur ;

L'exploitant vérifie que ses déchets sont ensuite évacués dans des filières spécialisées.

Les documents relatifs à l'évacuation des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2 PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets non dangereux	Code des déchets	Nature des déchets
LIQUIDES TYPE HUILE COLZA-MELASSE	02 03 04	Récupération des eaux de lavage des cuves de stockage d'huile ou mélasse
Déchets industriels banaux (DIB)	02 03 99	Échantillons ou résidus de produits finis ou de matières premières non dangereux, poubelles ménagères, étiquettes, papier plastifié ou collé, etc
CARTONS, PAPIERS, DÉCHETS EMBALLAGE BANAUX USINE A BASE DE PAPIER	15 01 01	cartons d'emballages matière première ou colis, Papiers de bureau, Kraft, mandrins cartons, arasage des sacs de produits finis
DÉCHETS EMBALLAGE BANAUX USINE A BASE DE PLASTIQUE, FILMS ET HOUSES Polyéthylène, DÉCHETS EMBALLAGE BANAUX USINE	15 01 02	Big-bag ou sacs plastifiés, Housses PEBD et PEHD, films étirables, PE 100% naturels, transparents et propres, Big-bag ou sacs plastifiés

A BASE DE PLASTIQUE		
BOIS / PALETTES CASSÉES	15 01 03	Plateau de palettes et déchets de bois particuliers
PRODUITS NON DANGEREUX USINE VALORISABLES	16 03 04 ou 16 03 06	Produits non conformes de production / refus / rinçages ou produits périmés non dangereux valorisables
DÉCHETS STATION DE LAVAGE	16 07 99	Eaux usées d'autolaveuses, refus de nettoyage de divers matériels
BOIS	17 02 01	bois
MÉTAL / FERRAILLE	17 04 05	Refus de ferraille / métal / inox
CÂBLES ALU NÉOPRÈNE ou CUIVRE	17 04 11	Refus de câbles

Type de déchets dangereux	Code des déchets	Nature des déchets
HUILE USAGÉE	13 02 05*	Huile usagée
BOUES DE SÉPARATEUR A HYDROCARBURES	13 05 08*	Mélange de déchets provenant de dessableurs et séparateurs à hydrocarbures
HUILES ET LUBRIFIANTS	13 02 07 *	Huile moteurs, de boîte de vitesse et de lubrification facilement biodégradables
Eaux HYDROCARBURÉES	13 05 06*	Hydrocarbures provenant de séparateur récupérés lors du curage
DÉCHETS EMBALLAGE DANGEREUX	15 01 10*	Bidons plastiques ou métalliques, sacs Kraft, big-bag ayant contenu du produit dangereux
DÉCHETS DANGEREUX USINE	16 03 03 *	Produits non conformes de production ou refus ou produits périmés dangereux ou anti-coccidiens
PRODUITS DANGEREUX USINE VALORISABLES	16 03 05* ou 17 03 03*	Produits non conformes de production ou refus ou rinçages ou produits périmés dangereux valorisables
AÉROSOLS	16 05 04*	aérosols usagés
PILES	16 06 03*	pires usagées
LAMPES NÉONS/FLUORESCENTS	20 01 21*	lampes et néon usagés
DEEE, MOTEURS	20 01 35*	Refus d'équipements électriques ou électroniques, Moteurs usagés mis au rebus

6.3 LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets non dangereux	Code des déchets	Quantités maximales stockées sur le site
LIQUIDES TYPE HUILE COLZA-MELASSE	02 03 04	6000 kg
Déchets industriels banaux (DIB)	02 03 99	30000 kg
CARTONS, PAPIERS, DÉCHETS EMBALLAGE BANAUX USINE A BASE DE PAPIER	15 01 01	8500 kg
DÉCHETS EMBALLAGE BANAUX USINE A BASE DE PLASTIQUE	15 01 02 ou 15 01 04	5075 kg
FILMS ET HOUSES Polyéthylène	15 01 02	300 kg
BOIS / PALETTES CASSÉES	15 01 03	4500 kg
PRODUITS NON DANGEREUX USINE VALORISABLES	16 03 04 ou 16 03 06	20000 kg
DÉCHETS STATION DE LAVAGE	16 07 99	5500 kg
BOIS	17 02 01	1500 kg
MÉTAL / FERRAILLE	17 04 05	6000 kg
CÂBLES ALU NÉOPRÈNE ou CUIVRE	17 04 11	1500 kg
DEEE, MOTEURS	20 01 35	2000 kg

Type de déchets dangereux	Code des déchets	Quantités maximales stockées sur le site
HUILE USAGÉE	13 02 05*	1000 kg
HUILES ET LUBRIFIANTS	13 02 07*	1000 kg
DÉCHETS EMBALLAGE DANGEREUX	15 01 10*	6575 kg
DÉCHETS DANGEREUX USINE	16 03 03*	20000 kg
PRODUITS DANGEREUX USINE VALORISABLES	16 03 05* ou 17 03 03*	5000 kg
AÉROSOLS	16 05 04*	100 kg
PILES	16 06 03*	30 kg
LAMPES NÉONS/FLUORESCENTS	20 01 21*	100 kg

6.4 DÉCLARATION ANNUELLE

L'exploitant déclare annuellement ses émissions de polluants de toutes natures et sa production de déchets conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé.

7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS

7.1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS SOUMISES À ENREGISTREMENT SOUS LA RUBRIQUE ICPE N° 1510 (STOCKAGE DE COMBUSTIBLES)

Les installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 1510 respecte les prescriptions présentées dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en tenant compte des situations particulières de chaque bâtiment et des modifications présentées ci-dessous.

En particulier,

- le magasin de stockage des matières premières a été construit en 2020 et est considéré comme une installation nouvelle en ce qui concerne l'application de la réglementation propre à la rubrique ICPE n° 1510 ;
- les zones de stockages des produits finis ont été construits en 1975-76, avant l'application de la rubrique ICPE n° 1510, et sont considérées comme une installation existante, préalablement soumise à déclaration avec contrôle périodique ;
- suite à l'évolution de la réglementation, les zones de stockages de matières combustibles, présentes notamment dans les tours de fabrication d'aliment construites en 1975-76, sont considérées comme étant des installations nouvellement soumises à l'application de la réglementation associée à la rubrique ICPE n° 1510.

Les modifications apportées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus-visé sont les suivantes :

- vu de l'historique du site industriel, les articles 1.6.4 et 1.6.5 sont remplacés par les articles 3.3.1 et 3.3.2 du présent arrêté ;
Les valeurs prescrites par le présent arrêté s'appliquent, respectivement, au mélange, d'une part, des eaux pluviales et, d'autre part, des eaux usées, provenant des entreprises SERMIX et FERTILINE ;
- l'article 3.5 est remplacé par l'article 5.3.4 du présent arrêté ;
- l'article 9 est remplacé par l'article 5.1.3 du présent arrêté ;
- l'article 12 est remplacé par l'article 5.3.3 du présent arrêté ;
- l'article 17 est remplacé par l'article 5.3.2 du présent arrêté ;
- l'article 23 de l'annexe II est remplacé par l'article 5.3.5 du présent arrêté ;
- l'article 24 de l'annexe II est remplacé par l'article 4.1 du présent arrêté ;

Par ailleurs,

- l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé est complété par les dispositions prescrites à l'article 5.1.1 du présent arrêté ;
- l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé est complété par les dispositions prescrites à l'article 5.1.4 du présent arrêté ;

7.2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES SOUMISE À ENREGISTREMENT SOUS LA RUBRIQUE ICPE N° 2260 (BROYAGE, ENSACHAGE, GRANULATION DE SUBSTANCES VÉGÉTALES)

Les installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2260 respecte les prescriptions applicables aux installations existantes, présentées dans l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 susvisé, à l'exception :

- l'article 14 de ce texte qui est remplacé par l'article 5.3.2 du présent arrêté ;
- les articles 31 et 35 de ce texte qui est remplacé par l'article 3.3.1 du présent arrêté ;
- l'article 36 de ce texte qui est remplacé par l'article 3.3.2 du présent arrêté ;
- l'article 45 de ce texte qui est remplacé par l'article 2.2 du présent arrêté ;
- l'article 48 de ce texte est remplacé par l'article 4.1 du présent arrêté ;
- l'article 52 de ce texte qui est remplacé par l'article 2.2 du présent arrêté ;
- l'article 53 de ce texte est remplacé par l'article 3.4.1 du présent arrêté ;

7.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES SOUMISE À ENREGISTREMENT SOUS LA RUBRIQUE ICPE N° 2515 (BROYAGE, ENSACHAGE, MÉLANGE DE PRODUITS MINÉRAUX NATURELS OU ARTIFICIELS)

Les installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2515 respecte les prescriptions applicables aux installations existantes, présentées dans l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, à l'exception :

- l'article 17 de ce texte qui est remplacé par l'article 5.3.2 du présent arrêté ;
- l'article 33 de ce texte qui est remplacé par l'article 3.3.1 du présent arrêté ;
- l'article 34 de ce texte qui est remplacé par l'article 3.3.2 du présent arrêté ;

- l'article 39 de ce texte ;
- l'article 41 de ce texte qui est remplacé par l'article 2.2 du présent arrêté ;
- l'article 45 de ce texte est remplacé par l'article 4.1 du présent arrêté ;
- l'article 57 de ce texte ;

7.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES SOUMISE À DÉCLARATION SOUS LA RUBRIQUE ICPE N° 2910 (COMBUSTION)

Les installations soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique ICPE n° 2910 respecte les prescriptions applicables aux installations existantes, présentées dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, à l'exception :

- l'article 5.6 de ce texte qui est remplacé par l'article 3.3.2 du présent arrêté ;
- l'article 5.9 de ce texte est remplacé par l'article 3.4.1 du présent arrêté ;
- l'article 8.1 de ce texte est remplacé par l'article 4.1 du présent arrêté ;

L'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 est complété par les prescriptions relatives aux moyens en eau décrites à l'article 5.3.2 du présent arrêté.

7.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SILOS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

Pour réaliser son activité, l'exploitant utilise des silos de stockage qui représentent une capacité de stockage d'environ 4 074 m³.

7.5.1 IMPLANTATION ET CARACTÉRISTIQUES DES SILOS

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan indiquant l'implantation des silos ainsi qu'un document indiquant leurs caractéristiques (repère, volume, hauteur, diamètre ou largeur, présence et dimension des éventuels événements, absence éventuelle de découplage, pressions utilisées pour la modélisations des effets).

Ces informations sont mises à jour autant que nécessaire.

7.5.2 ÉVÉNEMENTS ET PAROIS SOUFFLABLES

Les silos S03, S04, S05, S06, S07, S08, S09, S10, S11, S12, S13 et S14 sont équipés d'événements conformes aux hypothèses retenues dans l'étude de dangers en vigueur.

7.5.3 CONCEPTION POUR PRÉVENIR L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

Les **aires de chargement et de déchargement** des produits sont situées en dehors des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement ou des boisseaux de reprise) et sont suffisamment ventilées.

Les **silos** sont conçus et aménagés de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre (incendie ou explosion) ou les risques d'effondrement qui en découlent.

Les différentes **zones de travail**, notamment celles où se déroulent les opérations de transvasement et de dosage, susceptibles d'émettre des poussières explosives, sont équipées d'une aspiration centralisée.

Les **sources émettrices de poussières** (jetées d'élévateur ou de transporteur) sont capotées. Elles sont étanches et munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux.

Des système de dépoussiérage (filtres, dépoussiéreur, ...) sont mis en place sur :

- les équipements de manutention et les équipements associés.
- le sécheur SHUGGI.

Voir El p

Ces dispositifs de dépoussiérage sont dimensionnés et entretenus de telle sorte que les effluent gazeux respectent les valeurs limites d'émission indiquée à l'article 2.2 du présent arrêté.

Le **fonctionnement des équipements de manutention** est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les **transporteurs à chaîne** sont équipés de détecteurs de bourrage.

Les **transporteurs à bandes** sont munis de capteurs de déport de bandes et de contrôleurs de rotation.

Les **élévateurs** sont équipés de détecteurs de déport de sangles et de contrôleurs de rotation.

En cas de dysfonctionnement sur l'installation de dépoussiérage, sur un élévateur ou sur un transporteur, les capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes et transmettent une alarme sonore ou visuelle.

7.5.4 MISES À LA TERRE DES ÉQUIPEMENTS

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques...) sont mis à la terre, conformément aux règlements et normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits, et reliés par des liaisons équipotentielle.

Les vérifications périodiques de l'équipotentialité sont effectuées selon les normes en vigueur. Le compte-rendu de ces vérifications périodiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classée.

7.5.5 CHARGES ÉLECTROSTATIQUES

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits sont conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les bandes de transporteur, sangles d'élévateur, canalisations pneumatiques, courroies ont des conductivités suffisantes de manière à limiter l'accumulation de charges électrostatiques et sont conformes aux normes en vigueur.

7.5.6 ÉLIMINATION DES CORPS ÉTRANGERS

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est calculée de manière à retenir au

mieux les corps étrangers.

S'il est procédé à d'autres opérations que celles purement liées à l'ensilage des produits, ces derniers sont préalablement débarrassés des corps étrangers risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements.

7.5.7 NETTOYAGE

Tous les silos, les appareils et équipements associés ainsi que les locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, ...

L'exploitant portera une attention particulière à l'état des coffrets électriques, des chemins de câbles, des gaines et des canalisations.

Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité.

En particulier, la quantité de poussière n'est pas supérieure à 50 g/m².

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.

Les consignes de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, identifie la personne chargée de le réaliser, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle.

La vérifications de propreté est réalisé *a minima* 1 fois par semaine en périodes de manutention et de réception des produits.

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.5.8 SURVEILLANCE DES STRUCTURES

L'exploitant dispose d'un programme de surveillance des installations, avec une fréquence adaptée à l'âge et à l'état des structures, afin de prévenir les risques d'effondrement ou de ruptures des capacités de stockage.

Les résultats de cette surveillance sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.5.9 SURVEILLANCE DES CONDITIONS DE STOCKAGE

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.

En particulier, les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Les enregistrements effectué dans le cadre de cette surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.6 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BROyeurs

Les broyeurs sont équipés d'un dispositif de détection et d'extinction automatique permettant d'éteindre immédiatement tout départ de feu.

7.7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMBUSTION NON CONCERNÉES PAR L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 3 AOÛT 2018 (RUBRIQUE ICPE N° 2910)

L'établissement SERMIX dispose de plusieurs chaudières dont la puissance et le dispositif de raccordement font qu'elles n'entrent pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, en particulier :

- la chaudière utilisée dans le cadre du process, pour la production de vapeur positionnée dans le local chaufferie de l'usine de granulation ; cette chaudière fonctionne au gaz naturel et a une puissance de 346 kW ;
- la chaudière utilisée pour le chauffage des bureaux, qui fonctionne au gaz naturel et a une puissance de 35 kW ;
- la chaudière utilisée pour le chauffage de la salle de réunion qui fonctionne au propane ;
- les chaudières utilisées pour le chauffage des habitations (une par logement), qui fonctionnent au propane.

Les chaudières équipant des locaux utilisés par l'entreprise SERMIX sont :

- implantées dans un local dédié, équipé d'une détection incendie ;
- munies d'une vanne ou d'un coupe-circuit, positionné à l'extérieur du local, qui permet de couper rapidement l'alimentation en combustible en cas de dysfonctionnement.

L'exploitant entretient ces chaudières conformément aux prescriptions détaillées dans l'arrêté du 15 septembre 2009 susvisé.

Les documents attestant de leur entretien sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.8 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX POSTES TGBT ET TRANSFORMATEUR

Le transformateur de l'usine est positionnés sur rétention.

Les locaux accueillant les TGBT sont munis d'un système de détection incendie et d'un dispositif d'extinction automatique.

L'exploitant procède à un nettoyage régulier de ces locaux afin d'éviter l'accumulation de poussières.

7.9 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX MAISONS INDIVIDUELLES IMPLANTÉES SUR LE SITE SERMIX

Deux maisons individuelles sont implantées sur le site appartenant à l'exploitant SERMIX.

Compte tenu de la proximité des risques industriels, et conformément à l'article 61 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, l'exploitant veillera à ce que ces lieux ne puissent être loués qu'à des salariés des entreprises SERMIX ou FERTILINE ayant reçu les formations décrites à l'article 5.2.3 du présent arrêté.

8. DISPOSITIONS FINALES

8.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de **trois ans** à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

8.3 PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Loudéac et peut y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Loudéac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

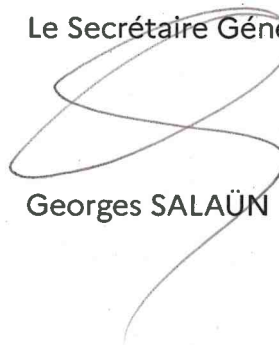
8.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Société **SERMIX** et transmise au maire de **Loudéac**.

Saint-Brieuc, le 24 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,

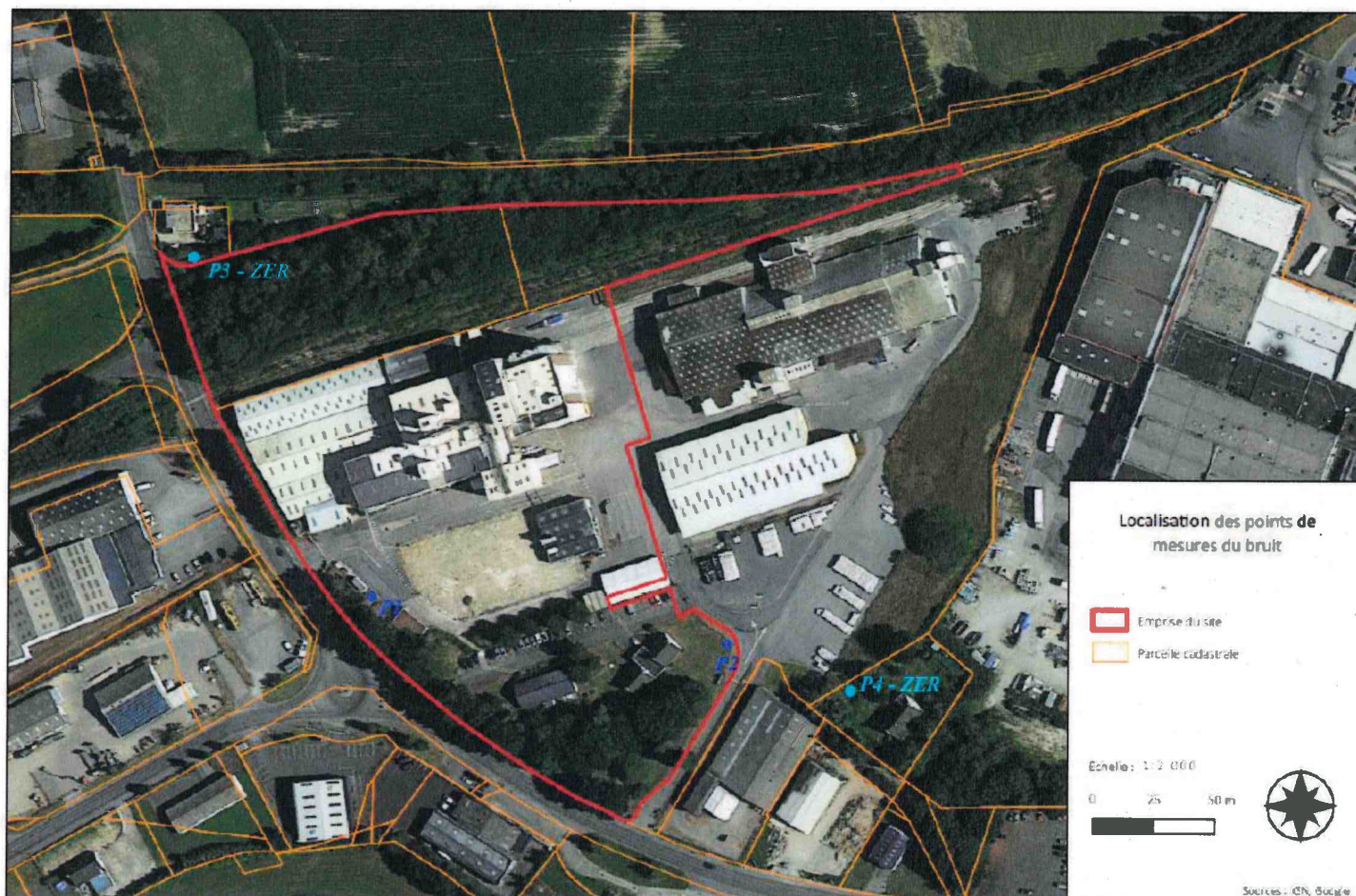


Georges SALAÜN

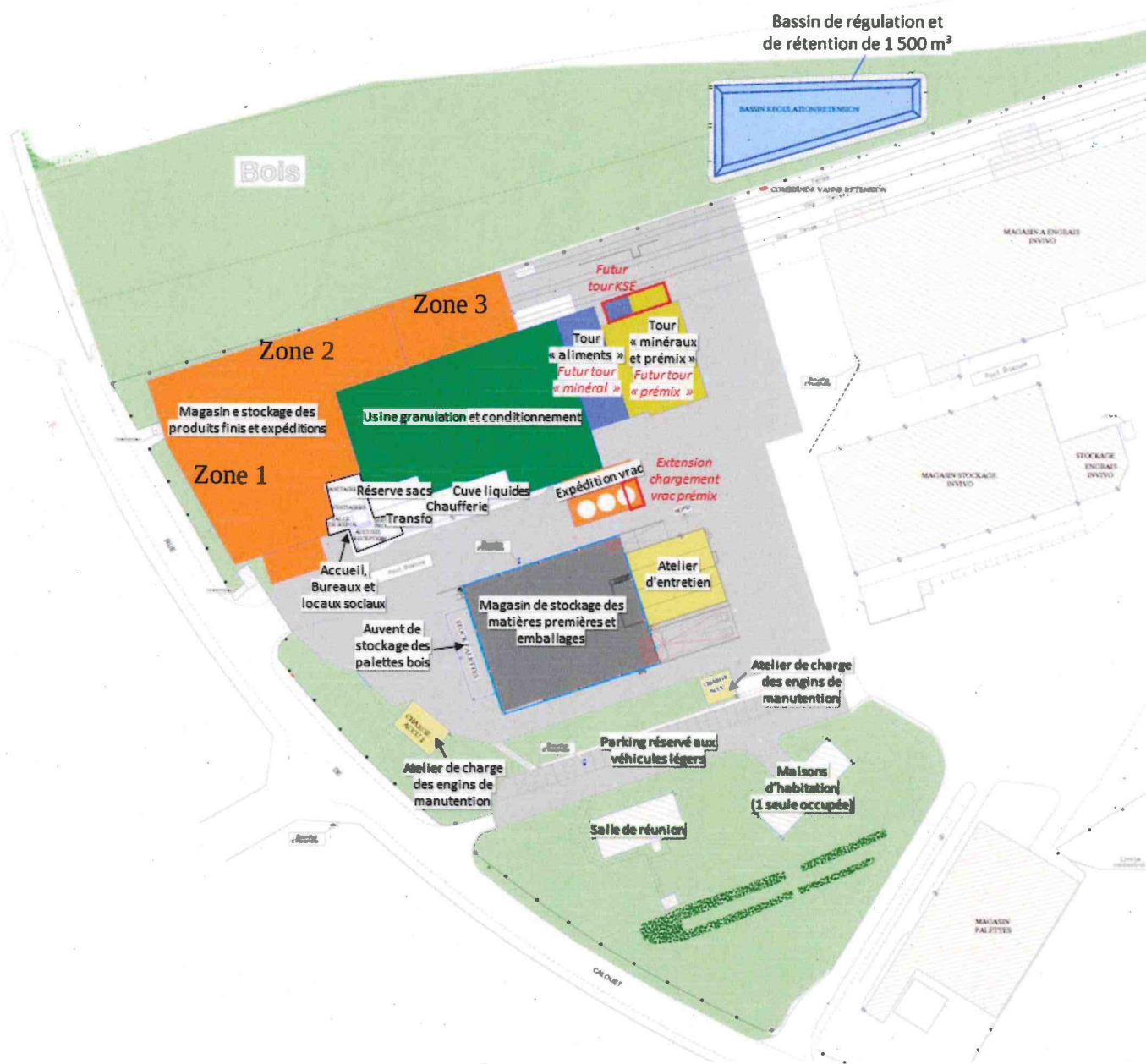
ANNEXES COMMUNICABLES

ANNEXE 1 : Plan des emplacements utilisés pour la réalisation des mesures de bruit et la détermination de l'émergence sonore

Identifiant	Lieu	Qualification
P1	Limite de propriété côté voirie	Limite de propriété
P2	Limite de propriété côté Fertiline (ex Union InVIVO)	Limite de propriété
P3-ZER	Habitation	ZER
P4-ZER	Habitation	ZER



ANNEXE 2 : Plan des zones



ANNEXES COMMUNICABLES

ANNEXE 3 : Plan des poteaux incendie

Les poteaux incendie décrits à l'article 5.3.2 du présent arrêté sont positionnés tel que présenté sur le plan situé ci-dessous :

